



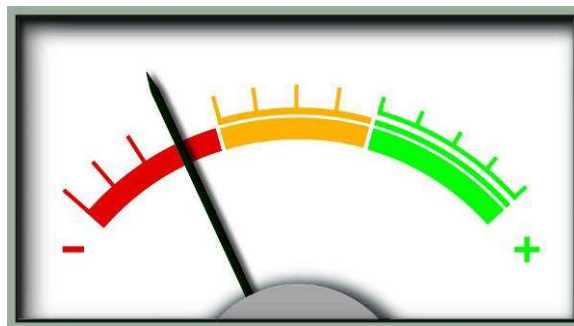
*pour une planète vivante**

WWF Climate Scorecards

**Evaluation de la performance des pays du G8 + 5
contre le changement climatique**

Version 2007

Synthèse en français



Ce rapport du WWF évalue les performances du Canada, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon, de la Russie, du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique en matière d'émissions de gaz à effet de serre et de politiques contre le changement climatique.

Il inclut également des informations concernant les performances de l'Afrique du Sud, du Brésil, de la Chine, de l'Inde et du Mexique.

Réalisé par Ecofys Allemagne/Pays-Bas pour le compte du WWF

ECOFYS



Les « G8 Climate Scorecards » ont été commanditées conjointement par Allianz, un des leaders mondiaux des services financiers, et par le WWF, une des organisations mondiales leader dans la protection de l'environnement.

Contacts:

WWF-International :

Martin Hiller, Service Communication, Tel : + 41 22 364 9226, Email : mhiller@wwfint.org
Hans Verolme, Directeur du Programme sur le Changement climatique, Tel : + 1 202 822 34 69, Email : hans.verolme@wwfus.org

WWF-France :

Agnès Poiret, attachée de presse, Tel : 01 55 25 84 61, Email : apoiret@wwf.fr

Auteurs:

Ecofys, Allemagne: Niklas Höhne, n.hoehne@ecofys.de; Wina Graus, w.graus@ecofys.nl;
Christian Ellermann, c.ellermann@ecofys.de

Publié en Juin 2007 par le WWF , Gland, Suisse. Toute reproduction totale ou partielle de cette publication doit mentionner son titre et créditer les organisations ci-dessus mentionnées de la propriété du copyright. © Texte (2007) WWF. Tous droits réservés.

Contexte

Le réchauffement climatique représente une menace aussi sérieuse qu'urgente pour la planète. Il aggrave la détérioration des écosystèmes dores et déjà menacés, accroît la fréquence et l'intensité des catastrophes naturelles comme les canicules, les tempêtes et les sécheresses, et accentue les pressions sur l'agriculture et l'alimentation. A cela s'ajoutent la fonte des glaciers de montagnes et celles du Groenland et de l'Antarctique, qui alimentent la montée du niveau des océans. Le réchauffement climatique entraîne également des risques de ruptures climatiques et catastrophes naturelles à grande échelle, comme le ralentissement du Gulf Stream.

Le niveau à partir duquel on peut considérer le changement climatique comme « dangereux » dépend de la valeur qu'on attribue aux systèmes qu'il menace. Plusieurs pays, dont notamment ceux de l'Union européenne, mais aussi d'autres comme les Philippines ou la Micronésie, se sont accordés sur la nécessité de contenir le réchauffement de la planète à moins de 2°C par rapport à l'ère pré-industrielle. A cette fin, les émissions mondiales de gaz à effet de serre devront atteindre leur pic dans les 10 à 15 prochaines années pour ensuite décliner à un niveau beaucoup plus faible qu'aujourd'hui. Afin de laisser une place à la croissance des pays en développement, les pays les plus industrialisés devront baisser leurs émissions de gaz à effet de serre d'environ 80% d'ici 2050. Il s'agit d'un défi majeur, d'autant plus que les tendances ne vont pas dans le bon sens aujourd'hui avec la poursuite d'émissions élevées dans les pays développés et une croissance importante des émissions dans les pays en voie de développement.

Compte tenu de l'urgence du défi climatique, la Présidence Allemande du G8 a choisi de mettre à l'ordre du jour du Sommet du G8+5 de 2007 cette question du réchauffement planétaire. En particulier, les pays les plus riches ont la grande responsabilité de prendre la tête de ce combat en se fixant des engagements de réduction de leurs propres émissions de gaz à effet de serre d'au moins 30 % d'ici 2020 et en mettant en œuvre des politiques et mesures permettant l'atteinte de ces objectifs. Ils détiennent une autre responsabilité d'envergure, celle de renforcer la coopération avec les grands pays en développement sur le front de la lutte contre le changement climatique et de lancer un signal politique fort au monde pour que la prochaine conférence internationale sur le climat à Bali en décembre sous l'égide de l'ONU lance un nouveau processus de négociations pour donner une suite au Protocole de Kyoto après 2012.

Les pays ont jusqu'à présent réagi de manières diverses à ce défi planétaire. Chaque pays a une situation particulière au niveau de ses émissions de gaz à effet de serre, de ses activités économiques, de son niveau de développement, de la structure de son industrie, de sa richesse en ressources naturelles et de la prise de conscience de sa population. Depuis la reconnaissance de cet enjeu au niveau international (avec l'adoption en 1992 de la Convention-Cadre des Nations Unies sur le réchauffement climatique), gouvernements et opinions publiques ont réagi différemment en fonction des circonstances nationales.

Ces notes d'évaluation climatique présentent une photographie de la situation dans chacun des pays du G8 (Canada, France, Allemagne, Italie, Japon, Russie, Royaume-Uni et USA) ainsi que dans les 5 principaux pays en développement (Brésil, Chine, Inde, Mexique et Afrique du Sud). Elles fournissent des données sur les émissions de gaz à

effet de serre passées et projetées, et de nombreux autres indicateurs. Ces notes d'évaluation proposent en outre une vue générale de la manière dont les différents Etats ont répondu à cet enjeu. Enfin, pour les 8 pays du G8, ces fiches se terminent par une évaluation globale de la performance climatique du pays. Ces notes se fondent sur l'efficacité des mesures mises en œuvre pour permettre au pays de réduire ses émissions de 80% d'ici 2050 afin de permettre de contenir le réchauffement planétaire à moins de 2°C par rapport aux niveaux de l'ère pré-industrielle.

Les notes finales, agrégeant les 10 indicateurs de chaque fiche, montrent qu'aucun des pays membres du G8 ne met aujourd'hui en application suffisamment de mesures pour être considéré en phase avec la limite des 2°C (*cf. le tableau résumé à la fin de cette synthèse*). Trois pays sont totalement en dehors des clous : les Etats-Unis d'Amérique, le Canada et la Russie. Les Etats-Unis obtiennent la pire note des pays du G8, n'ayant ni ratifié le Protocole de Kyoto ni mis en oeuvre des mesures conséquentes au niveau fédéral pour limiter leurs émissions de gaz à effet de serre. La Russie et le Canada voient également leurs émissions augmenter sans mettre pour autant en place de politiques. Le Canada en particulier n'a pris que des mesurette et son gouvernement actuel prône une politique d'immobilisme contraire à ses engagements de Kyoto en tant que nation développée. L'Italie et le Japon font un peu mieux, mais ils sont encore loin de contribuer à la limitation du réchauffement climatique à moins de 2°C. Les trois pays les plus avancés sur cette voie sont le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne, mais chacun d'entre eux risque de voir ses émissions d'accroître s'il ne prend pas rapidement de nouvelles mesures.

Nous fournissons également des informations sur les 5 principaux pays en développement, où des initiatives commencent à émerger. On attend de la part de ces cinq pays une forte croissance de leurs émissions dans les années à venir. Aussi la question reste bien de savoir comment les pays du G8 vont aider ces pays à se développer de manière plus propre. Ces pays n'ont pas été notés de la même manière que les pays du G8, du fait de la différence de leur contexte national et de leur niveau de développement.

Résumé de la performance climatique des pays du G8+5

Basée sur l'analyse de 10 indicateurs, l'étude du WWF atteste qu'aucun des pays du G8 ne met en application suffisamment de mesures pour être considéré en phase avec la limitation à 2°C du réchauffement planétaire. Compte tenu de l'urgence du défi climatique, les pays du G8 ont encore du chemin à parcourir collectivement. Quelques pays ont manifesté leur intention d'aller plus loin au niveau mondial, avec le souci de prendre leur part de responsabilité, comme les pays de l'UE qui se sont fixés un objectif de réduction de leurs émissions à 2020. Les autres pays du G8 – Russie, Japon, Canada et Etats-Unis d'Amérique – n'ont jusqu'ici mis en place aucune mesure ou aucun objectif démontrant qu'ils prennent le problème au sérieux.

Trois pays totalement en dehors des clous : USA, Canada et Russie

- Les Etats-Unis obtiennent la pire note de tous les pays du G8. Ils représentent le plus gros émetteur mondial de gaz à effet de serre avec le taux d'émission par tête le plus élevé et des émissions qui s'accroissent. Les Etats-Unis n'ont ni ratifié le Protocole de Kyoto ni mis en œuvre des mesures fédérales substantielles pour réduire leurs émissions de CO₂ à court terme.
- Le Canada présente une situation proche de celle des Etats-Unis : taux d'émission par tête très élevé, qui tend à s'accroître continuellement. Le Canada est très loin de son objectif de Kyoto et propose des objectifs à moyen-long terme inadéquats et une politique globale inefficace pour réduire les émissions. Sa première phase de Kyoto reste ainsi hors d'atteinte pour le Canada.
- La Russie est un peu mieux classée du fait du déclin mécanique de ses émissions depuis le début des années 1990, et d'une diminution de ses émissions provenant d'un usage du gaz naturel moins intensif en CO₂. Toutefois, depuis 1999, les émissions de gaz à effet de serre repartent à la hausse sans que la Russie ne mette en place la moindre politique pour y faire face.

L'Italie et le Japon se classent dans la catégorie « moyen moins ». Malgré des efforts, ces deux pays sont encore loin de contribuer au respect de l'objectif de 2°C.

- Les émissions italiennes augmentent continuellement et sont considérablement au-dessus de l'objectif de Kyoto. L'Italie a commencé à faire des efforts, mais peu de mesures nationales ont encore été mises en œuvre. Néanmoins, en tant qu'Etat-membre de l'UE, l'Italie soutient l'objectif que s'est fixée l'Union sur ses émissions de gaz à effet de serre pour 2020 ainsi que les objectifs sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.
- Le Japon présente un taux d'émission de CO₂ relativement bas pour un pays industrialisé compte-tenu de l'efficacité de son économie et d'un usage important du nucléaire (que le WWF ne considère pas comme une approche viable). Mais ses émissions de gaz à effet de serre sont en croissance constante sans qu'aucun système d'échange de quotas de CO₂ n'ait été mis en place ni aucun objectif à moyen ou long terme.

Les trois pays les plus avancés aujourd'hui sont le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne, mais chacun d'entre eux risque de voir ses émissions de gaz à effet de serre s'accroître si de nouvelles mesures ne sont pas mises en place rapidement.

- Les émissions de gaz à effet de serre du Royaume-Uni sont déjà en-dessous de l'objectif de Kyoto du pays pour 2012, notamment grâce à un passage du charbon au gaz dans la production d'électricité. Mais les émissions stagnent depuis 2000, la part du charbon étant repartie à la hausse et les projections indiquant un risque de croissance des émissions dans le futur. De nouvelles politiques sont en cours d'élaboration dans le cadre de la Climate Change Bill et d'un débat public national renforcé.
- Comparé aux autres pays industrialisés, le taux d'émission de CO₂ en France est bas compte tenu de l'importante part du nucléaire dans la production électrique du pays (ce que le WWF ne considère pas être une approche viable). Les émissions de gaz à effet de serre françaises sont relativement stables depuis 1990. L'ambitieux objectif national défini pour 2050 nécessite encore d'être concrétisé.
- Les émissions de gaz à effet de serre de l'Allemagne ont diminué entre 1990 et 2000, en partie du fait de la transition économique en Allemagne de l'Est et de la mise en œuvre de mesures nationales. Depuis cette période, les émissions sont stables et l'objectif de Kyoto ne sera pas atteint si des mesures supplémentaires ne sont pas mises en œuvre immédiatement. L'Allemagne se distingue par la promotion des sources d'énergies renouvelables, mais reste moins ambitieuse en ce qui concerne sa production d'électricité à base de charbon et lignite hautement émetteurs de CO₂.
- En tant qu'Etats membres de l'Union européenne, ces trois pays soutiennent les objectifs définis au niveau européen pour 2020 sur les gaz à effet de serre, les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables. Ces objectifs doivent encore être traduits aux niveaux nationaux.

Des initiatives ont émergé dans la plupart des pays en développement (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde et Mexique). Mais on attend de la part de ces cinq pays une forte croissance de leurs émissions de gaz à effet de serre dans les années à venir. Ces pays diffèrent quant à leur niveau de développement, leur bouquet énergétique et les émissions de CO₂ qui en résultent. Aussi, la question qui demeure est bien celle de savoir comment les pays les plus riches vont aider ces pays à se développer plus proprement.

Tableau synthétique de la performance climatique des pays du G8 ^{xvi}

	Valeur de référence ⁱ	USA	Canada	Russie	Italie	Japon	UK	France	Allemagne	
Le passé : Compte pour 33% dans la note finale ⁱⁱ	Tendance des émissions de gaz à effet de serre de 1990 à 2005 ⁱⁱⁱ	-12% ^{iv}								
	Distance actuelle à l'objectif national de Kyoto ^v	0% ^{vi}								
	Augmentation de la part des énergies renouvelables ^{vii}	1,7% ^{viii}								
Le présent : Compte pour 33% dans la note finale ^{ix}	Emissions par tête	11,2 t. eqCO ₂ /hab. ^x								
	Emissions par PNB	602 t. eqCO ₂ /M\$ ^{xi}								
	CO ₂ par kWh d'électricité ^{xii}	448 g/kWh ^{xiii}								
	Efficacité énergétique de l'industrie ^{xiv}	1,3								
Le futur : les politiques Compte pour 34% dans la note finale ^{xv}	Electricité et nucléaire									
	Industrie									
	Résidentiel et tertiaire									
	Transport									
	Energies renouvelables									
Note globale										
Indice agrégé			-1,24	-1,12	-0,94	-0,38	-0,22	+0,00	+0,04	+0,10

- ⁱ Valeur correspondant au milieu du baromètre. Les valeurs extrêmes correspondent aux minima et maxima des pays évalués.
- ⁱⁱ Chaque sous-note pèse pour 11% (tendance des émissions, distance à Kyoto, part des renouvelables).
- ⁱⁱⁱ Les tendances d'émissions vont de 1990 à 2005, sauf pour le Canada et le Japon où la période est de 1990 à 2004.
- ^{iv} La valeur de référence est choisie de telle sorte que toute augmentation des émissions par rapport à 1990 fait passer dans le rouge. La valeur moyenne (orange) serait plus contraignante si la valeur de référence choisie correspondait à la voie nécessaire pour atteindre une réduction de 80% des émissions d'ici 2050 (soit -20% en 2010).
- ^v Différence entre les émissions les plus récentes et l'objectif de Kyoto en pourcentage des émissions de 1990.
- ^{vi} La valeur de référence correspond à une distance de 0% par rapport à Kyoto.
- ^{vii} Evolution de la part des énergies renouvelables dans la consommation primaire d'énergie de 1990 à 2004. Inclut la grande hydraulique.
- ^{viii} Pour l'année 2004 selon les statistiques de l'AIE (2006). Correspond au pourcentage d'accroissement dans la production d'énergie primaire. La valeur médiane a été choisie de telle sorte que toute diminution de la part fait passer dans le rouge.
- ^{ix} Les émissions par tête et les émissions par PNB pèsent pour 11% dans la note ; les émissions de CO₂ / kWh d'électricité et l'efficacité énergétique de l'industrie pèsent pour 5,5% chacun.
- ^x Pour l'année 2005. Basé sur les inventaires soumis à l'UNFCCC. La valeur médiane du baromètre correspond à la valeur pour 2005 d'une extrapolation linéairement entre la moyenne des émissions des pays de l'Annexe I en 1990 (14 t eqCO₂) et l'objectif d'une diminution de 80% en 2050.
- ^{xi} Pour l'année 2004. Le PNB est tiré des statistiques de la Banque mondiale (2006), en parité de pouvoir d'achat au 24 août 2006.
- ^{xii} Pour la France, le baromètre a du être réajusté pour tenir compte de la très forte part historique du nucléaire dans la production électrique nationale.
- ^{xiii} Pour l'année 2004. Basé sur les données de l'AIE (2006).
- ^{xiv} Indice agrégé d'efficacité énergétique pour le fer et l'acier, les pulpes et papier, le ciment, les industries pétrochimiques et les raffineries (Kuramochi, 2006). Un indicateur de 1 correspond à la meilleure technologie disponible. Une valeur de 1,2 exprime que le pays utilise 20% d'énergie de plus que s'il recourait aux meilleures technologies aujourd'hui disponibles. La limite inférieure du baromètre est 2,8, la pire performance relevée dans les pays industrialisés. La valeur médiane a été choisie à 1,3, ce qui correspond à une performance toujours au-dessus de 30% à ce qu'il est possible de faire avec les meilleures technologies. La limite supérieure (vert) est 1.
- ^{xv} Les politiques sur les énergies renouvelables pèsent pour 8% dans chaque pays. Les politiques sur l'électricité, l'industrie, l'habitat et le tertiaire et les transports contribuent différemment à la note finale dans chaque pays en fonction de la contribution de ces secteurs dans les émissions nationales de gaz à effet de serre.
- ^{xvi} Les notes (entre -2,5 et +2,5) pour chaque indicateur sont traduites ainsi dans les baromètres graphiques :



De -2,5 à -1,5



De -1,5 à -0,5



De -0,5 à +0,5



De +0,5 à +1,5



De +1,5 à +2,5